

**Fédération BRETAGNE
NATURE
ENVIRONNEMENT
(FBNE)**



Maison de la consommation et de l'Environnement
MCE
48, bd Magenta
35000 Rennes
2017fbne@gmail.com

Rennes, le 13 décembre 2017

**Madame la Députée, Monsieur le Député,
Madame la Sénatrice, Monsieur le Sénateur,**

Vous avez été invités le 15 décembre à Loudéac, par la FRSEA et les JA, à participer à une rencontre sur le second chantier des Etats Généraux de l'Agriculture. Celui-ci concerne les enjeux de la transition écologique, et de la protection de la santé publique.

Nos associations regrettent, que contrairement à la demande du Ministre de l'agriculture et aux démarches engagées dans les autres régions de France, le Préfet de Bretagne n'ait pas convié les différents acteurs à débattre de ces sujets, des stratégies et des moyens d'action à mettre en œuvre pour adapter l'agriculture régionale aux enjeux d'aujourd'hui.

Pourtant, l'agriculture et l'agro-alimentaire occupent, vous le savez, une place économique et sociale importante en Bretagne. La dégradation de la qualité de l'eau (pesticides, marées vertes) comme celle de l'air (ammoniac, pesticides), l'érosion de la biodiversité, comme les impacts de l'agriculture sur la santé des producteurs et des consommateurs, constituent également pour les bretons des sujets de préoccupation majeure.

Si elles défendent les revendications des producteurs à bénéficier d'une juste rémunération et d'un meilleur partage de la valeur ajoutée des produits agricoles, nos associations vous invitent à porter un regard critique sur ce système coûteux pour les finances publiques, pourtant largement encouragé et défendu encore aujourd'hui par la FRSEA comme en témoigne son positionnement récent sur le renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché du glyphosate.

L'agriculture régionale est trop dépendante de pays tiers pour ses exportations de produits bas de gamme détruisant au passage leurs agricultures vivrières locales, dépendante aussi d'importations de soja OGM qui intoxiquent au glyphosate les populations locales, détruisent la forêt amazonienne et accaparent les terres. Soumise aux fluctuations des marchés mondiaux, elle est éloignée des demandes et besoins des citoyens bretons. Elle n'est ni solide, ni résiliente, ni durable.

Cette agriculture n'est plus aujourd'hui adaptée :

- aux enjeux sociaux, puisqu'une majorité d'exploitants en vivent mal, et que le nombre d'emplois de la filière agricole et agro-alimentaire continue inexorablement de diminuer (de 51000 à 30000 exploitations entre 2000 et 2016) ;
- aux enjeux de santé publique : faible qualité nutritionnelle des aliments, risques sanitaires encourus (antibiotiques et résistances bactériennes)
- aux enjeux environnementaux : multiples pollutions occasionnées, nitrates et algues vertes, ammoniac particules fines et GES (CO₂, méthane, protoxyde d'azote), pesticides et antibiotiques, perte de la biodiversité, ont des coûts de plus en plus insupportables pour la société et même l'humanité.
- aux enjeux économiques d'une meilleure valeur ajoutée des productions agricoles, d'une diversification des modes de production, et d'une compatibilité territoriale avec les autres activités (tourisme, conchyliculture, pêche...)

Ces dernières années, les revendications corporatistes du syndicalisme agricole majoritaire ont conduit à de multiples reculs de la réglementation environnementale (arrêté « pesticides », relèvement des seuils d'autorisation des élevages industriels ...). Ces revendications et ces reculs ont détourné l'attention sur les véritables raisons des crises structurelles qui frappent la plupart des productions agricoles régionales. C'est d'ailleurs pourquoi en Bretagne, beaucoup d'agriculteurs s'engagent ou souhaitent s'engager dans des alternatives, le plus souvent dans des démarches territorialisées, qui démontrent que la transition est possible.

Alors même que la transition écologique de l'agriculture bretonne peut constituer une opportunité extraordinaire de réconcilier écologie et économie, revenus des producteurs et attentes des consommateurs, il est regrettable que le second chantier des Etats Généraux de l'Agriculture n'ait pas été engagé dans notre région.

A l'évidence, la réunion organisée par la FRSEA ne pourra s'y substituer.

Nos associations vous demandent d'affirmer :

- la nécessité pour notre région, d'engager résolument la transition agro-écologique et le renforcement de son autonomie alimentaire ;
- votre soutien à la diversification de l'agriculture et au développement des modèles agricoles à haute valeur ajoutée, écologiquement performants, et socialement équitables ;
- le caractère indispensable d'une mise en cohérence des politiques publiques de l'agriculture, de l'alimentation, de l'environnement, et de la santé . L'hégémonie de l'agro-industrie sur les questions d'alimentation humaine ou encore des pesticides, constitue à cet égard un anachronisme qu'il convient de faire cesser.
- la nécessité d'engager un véritable dialogue, constructif et transversal, donnant une vraie place aux associations environnementales, aux associations de consommateurs, aux collectivités et aux citoyens, pour répondre aux enjeux et aux défis qui attendent la Bretagne.

Alors que la Région Bretagne s'engage dans les transitions avec une COP régionale, cette rencontre proposée par la FRSEA illustre clairement les résistances au changement, et la volonté de maintenir coûte que coûte, pour le seul profit d'une minorité, un modèle à bout de souffle.

Nous vous remercions par avance de l'attention portée à la présente, et nous sommes à votre disposition pour échanger prochainement sur ces sujets.

Veillez agréer l'expression de notre considération très distinguée.

Pour la FBNE et les associations

Jean-Luc Toullec, Président